

## Consultation publique sur la décision relative à la collecte annuelle de données environnementales de l'ARCEP

### Réponse de l'AFNUM

**Question 1 : Avez-vous des remarques sur les données relatives aux ordinateurs fixes, métaux précieux et terres rares, qu'il est envisagé de collecter ?**

Tout d'abord, nous souhaitons faire remarquer que le terme d'ordinateurs fixes est trop vaste : s'agit-il d'équipements avec ou sans écran ? L'unité centrale est-elle à part du reste du produit ?

Par ailleurs, nous tenons à souligner que les données relatives aux métaux précieux et terres rares sont déjà demandées aux producteurs d'équipements numériques dans le cadre de l'application de l'article 13 de la loi AGEC, au travers de fiches produits. Si ces informations sont demandées, nous recommandons que les modalités de réponse soient identiques aux modalités fixées par le décret d'application de l'article 13 (arrêté du 29 avril 2022).

De plus, ce type d'information étant très complexe à obtenir, nous tenons à avertir l'ARCEP que les réponses apportées par les producteurs pourraient ne pas correspondre au niveau de détail attendu.

*Question 2 : Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter auprès des opérateurs de centres de données ?*

*Question 3 : Les décompositions envisagées de la consommation électrique et de la consommation en eau du centre de données, permettent-elles, selon vous, de prendre en compte tous les postes de consommation des centres de données ?*

*Question 4 : La décomposition envisagée de la surface du centre de données permet-elle, selon vous, de prendre en compte la diversité des centres de données existants ?*

*Question 5 : Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter auprès des opérateurs de communications électroniques ?*

**Question 6 : Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux équipementiers de réseaux mobiles ?**

Non, ce seuil semble cohérent avec les autres entités soumises à la collecte de données.

*Question 7 : Avez-vous des remarques sur la représentativité des marchés considérés, compte tenu du seuil proposé ?*

**Question 8 : Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?**

Concernant le premier indicateur, sur les émissions de gaz à effet de serre associées aux équipements réseaux mobiles vendus en France, la méthode de calcul proposée ne nous semble pas adaptée. En effet, l'allocation des émissions d'une entreprise mondiale en fonction du chiffre d'affaires réalisé dans un pays considéré donnera une image déformée de la réalité, surtout si les 3 scopes sont amalgamés. En l'état, la méthodologie ne prend pas en compte le fait que les types d'activités en France sont

majoritairement tertiaires, par rapport aux sites de production situés ailleurs dans le monde. Par exemple, les services pouvant significativement affecter le résultat et le calcul des émissions du scope 3 des différents fournisseurs ne reposant pas sur les mêmes hypothèses, les résultats ne peuvent, de ce fait, pas être comparés.

Pour aller plus en détails, la catégorie 11 du scope 3, qui considère l'usage du produit vendu, sera très dépendante du type d'électricité utilisée dans le pays considéré. Nous proposons, par exemple, que cette catégorie soit recalculée de façon homogène, en utilisant un facteur d'émission fixé par l'ARCEP. A défaut, nous estimons qu'il faudrait exclure cette catégorie du calcul.

Ensuite, concernant les émissions de gaz à effet de serre embarquées des équipements vendus en France au cours de l'année, il serait préférable de préciser une liste indicative des méthodes de calcul, standards ou outils.

Concernant le volume de métaux précieux et terres rares nécessaires à la fabrication des équipements de réseaux mobiles, dans le cas général, ces indicateurs ne sont pas suivis pour l'instant, et, dans le meilleur des cas, la mesure sera extrêmement difficile à réaliser avec précision sur chaque produit vendu. Une extrapolation serait éventuellement possible, soit à partir des bilans d'émission de gaz à effet de serre qui prennent en compte l'impact des matières premières vierges, soit à partir d'études réalisées sur la composition de certains produits ou composants du produit fini.

Enfin, s'agissant du volume de composants réinjectés dans les équipements vendus neufs en France, la définition utilisée semble caduque. En effet, certains équipements peuvent être retirés avant leur « fin de vie » pour diverses raisons (ajout de capacité nécessitant le remplacement de l'équipement, nouveau choix d'implantation d'une antenne, besoin du territoire changeant), afin d'être potentiellement récupérés et/ou recyclés. Dans le cas où des pièces sont récupérées, elles sont destinées à la réparation et à la maintenance d'équipement et d'unités en opération pour allonger leur durée de vie. De plus, la notion de « nouvel équipement » nous semble également problématique (au sein de l'annexe D. Nous proposons de remplacer cet indicateur par le suivant : volume (en kg) de produits remanufacturés / reconditionnés vendus en France (en précisant que le produit n'est pas forcément issu du marché français).

***Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de restitution des indicateurs par l'Arcep ?***

Alors que nous sommes encore dans l'attente de la restitution des indicateurs de la première vague de données collectées en 2023 sur l'année 2022, il nous est difficile de nous prononcer sur les modalités de restitution des indicateurs. Toutefois, nous recommandons à l'ARCEP de procéder à une pré-restitution auprès des acteurs concernés (incluant les associations professionnelles), et ce en amont de la publication afin d'avoir un retour du secteur sur les chiffres harmonisés. Nous recommandons aussi d'être associé à la mise en place d'un comité éditorial qui se chargera de procéder à une relecture de l'enquête avant publication.

***Remarques complémentaires :***

Nous tenons à signaler à l'Autorité que, le délai de trois mois prévu à l'article 8 de la décision de collecte pour permettre aux répondants de répondre à la collecte annuelle de données est grandement insuffisant.

La mise à disposition des données auprès du régulateur nécessite, d'une part, que ces données sur l'année 2023 soient disponibles dans les systèmes d'information et, d'autre part, qu'elles puissent ensuite être collectées et traitées en interne. L'AFNUM demande de nouveau un délai de **six mois** entre la publication de la décision de collecte définissant et fixant officiellement les indicateurs à fournir et l'échéance de mise à disposition des données auprès de l'ARCEP.

Par ailleurs, s'agissant plus généralement des dates envisagées pour la collecte des données, il est important de noter que les rapports RSE des entreprises sont souvent publiés à la mi-année (juillet). Il serait donc plus pertinent de fournir ces données à l'ARCEP après la publication des rapports RSE.

## A propos de l'AFNUM

L'AFNUM, Alliance Française des Industries du Numérique, représente, en France, les industriels des infrastructures numériques, de l'informatique, de l'électronique grand public, de l'impression, de la photographie, des antennes et des objets connectés. Le poids économique des entreprises membres de l'AFNUM est en France de 130.000 emplois, dont 35.000 emplois directs, pour 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires. L'AFNUM est membre de la FIEEC, du MEDEF et de Digitaleurope.